Linky quand Ségolène Royal sermonne ENEDIS

Association nationale P.R.I.A.R.T.EM
Correspondance : P.R.I.A.R.T.EM - Collectif des Electrosensibles de France; 5, Cour de la Ferme Saint-Lazare ; 75010 Paris
Email : Cliquez - Tél : 01 42 47 81 54
www.priartem.fr - www.electrosensible.org

Vos adhésions sont essentielles pour nous donner les moyens d'agir ! Cliquez ici pour Adhérer.
Plus d'informations ici.

Bonjour,

Vous trouverez ci-joint notre communiqué de ce jour suite à notre rendez-vous du 25 avril au cabinet de Ségolène Royal.

Nous ferons ultérieurement une synthèse de cet entretien ainsi qu'une analyse approfondie du rapport du CGEDD qui est enfin public grâce à nos actions :

http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr/le-deploiement-du-compteur-linky-a2414.html

Vous trouverez également la précédente newsletter pour une meilleure compréhension.

Bien à vous,

L'équipe de Priartem / Electrosensibles de France

Commentaires de membres du réseau

Il faut tempérer cette "victoire, car j'ai parcouru vite fait le rapport du CGEDD, et il ne fait que tacler ENEDIS pour mauvaise com sur le produit et des pratiques d'installations quelque peu musclées.
Sinon pour le CGEDD, Linky est un "magnifique outil", pas du tout nuisible puisque l'ANFR et l'ANSES ont vérifié et que tout va bien!
Par ailleurs, la CNIL est là pour veiller à la protection des données personnelles. Ouf on respire!
Et puis, il faut généraliser les géniaux modules ERL et le TIC qui vont faire tant de bien pour la planète et la transition énergétique.
Donc Linky est tellement génial qu'on se demande la raison pour laquelle ce rapport dithyrambique n'a pas été publié.
PRIARTEM a été reçu par Royal, bien mais si c'est pour que ce rapport soit diffusé et fasse référence, franchement, bof. C'et une tempête dans un verre d'eau.
Patrice

Je ne vois aucun progrès et aucune occasion de se réjouir de la réponse de Ségolène Royal adressée à PRIARTEM. C'est une mascarade et il est indispensable qu'aucune association, ni qu'aucun collectif ne se satisfassent d'une telle réponse qui ne fait qu'entériner cette installation.

Employer le terme sermonner digne d'une directrice d'école vis à vis de ses écoliers est bien loin de l'exigence d'analyse des **droits des citoyens et de leur protection sanitaire.** Cela veut dire en clair qu'Enedis et ses sous-traitants peuvent continuer tranquillement leur installation, mais qu'ils doivent être gentils et accorts pour faire leur travail.

Cette semonce ne répond absolument pas à la demande expresse de milliers de citoyens qui remettent en cause la nécessité de ces compteurs communicants concernant la transition énergétique et elle est évidemment dans l'incapacité totale de fournir la preuve de leur innocuité et de l'utilisation des données.

Donner la "permission" aux EHS de refuser les compteurs dans leur habitat ne règle pas le problème. Cette technologie impacte toute la population, puisque les compteurs fonctionnent en grappes et la Dirty Electricity circulera dans tous les domiciles, les bâtiments et tous les lieux de circulation publique avec leurs concentrateurs et leurs antennes supplémentaires.

Sa lettre est le reflet de cette politique gouvernementale, en tous points conforme à l'objectif clairement chiffré pour accompagner la décision unilatérale de ce déploiement et l'internet des objets connectés.

Continuons à refuser ce plan délétère.